



**XXX^{ème} Congrès de l'Union
Départementale des syndicats FO des Landes
- Vendredi 12 juin 2026 -**

**Intervention de notre camarade et militante AESH,
Pascale LEONARD**



Chers camarades,
collègues,
parents,

Je prends la parole aujourd'hui au nom des accompagnants d'élèves en situation de handicap — des AESH — pour témoigner de notre réalité quotidienne et demander des réponses concrètes.

Chaque jour, nous accompagnons des élèves notifiés par la Maison Landaise des Personnes Handicapées avec engagement, patience et humilité. Nous sommes là pour permettre l'accès à l'école, à la socialisation, à l'apprentissage. Pourtant notre mission, essentielle, indispensable est trop souvent ignorée.

Il faut dire les choses clairement : certains élèves en situation de handicap ne sont pas scolarisables en milieu dit « ordinaire », *personnellement je préfère le terme « classique »*.

Lorsque les structures spécialisées — IME, ITEP et autres dispositifs — ferment ou voient leurs capacités réduites, ces élèves n'ont plus de lieu de scolarisation adapté, avec des enseignants et des éducateurs spécialisés, une équipe de soins, des classes avec des effectifs très réduits pour grandir, se développer, apprendre et être accompagnés en toute sécurité. Les familles se retrouvent sans solution, et l'inclusion scolaire dans l'école, le collège, le lycée, le lycée professionnel du secteur devient une illusion.

C'est le droit de tout élève en situation de handicap à bénéficier d'un enseignement adapté et spécialisé, et ce, quel que soit le coût en moyens financier et humain, qui est remis en cause par mesure d'économies budgétaires. FO ne l'accepte pas.

FO défend haut et fort l'inclusion scolaire quand elle est possible, réalisable, tout comme elle défend l'enseignement spécialisé et adapté pour répondre aux besoins de certains élèves en situation de handicap

Sachez que plus de 30 000 élèves attendent une place en IME !!! Au moins une centaine dans les Landes. Les listes d'attente de 4, 5 ans ne cessent de s'allonger...Et la France est la 7^{ème} puissance mondiale !!!

Nous, les AESH, sommes fatigués. Nos journées s'allongent, nos temps de déplacement et nos missions se multiplient, parfois auprès de trop d'élèves simultanément. Cette surcharge compromet la qualité de l'accompagnement et met en danger le bien-être des élèves et des enseignants. La maltraitance devient de plus en plus institutionnelle.

Autre vérité que nous portons : beaucoup d'AESH subissent de la violence — verbale, physique, ou des agressions liées à la détresse des élèves qui se sentent mal dans une classe banale. Ce malaise ils l'expriment par la violence. FO a une expression

que j'approuve à 100% : « *La pédagogie ne soigne pas* »

Nous arrivons souvent épuisés, blessés moralement, parfois physiquement. Travailler dans la peur ou sous la menace n'est pas acceptable. Cette situation a des conséquences graves : burn-out, départs, impossibilité d'assurer une prise en charge de qualité.

Et à la rentrée prochaine, avec le nouveau dispositif des Pôles d'Appui à la Scolarité, le ministère, pour tenter de répondre au manque criant d'AESH (*Le 30 avril dernier, ici, dans les Landes, plus de 300 élèves notifiés n'avaient pas d'AESH !!!*) l'Administration va encore nous augmenter le nombre d'élèves à suivre avec des temps d'accompagnement de plus en plus réduits.

Nous perdons le sens de notre métier et les enseignants vont avoir des temps de classe de plus importants avec des élèves en situation sans AESH. A eux de les gérer comme ils le pourront car ils ne sont pas spécialisés. Toujours cette inclusion au moindre coût, qui fait beaucoup de dégâts !

Nous demandons des réponses concrètes :

- Le maintien et le développement des places dans les structures médico-sociales, comme les IME, les IM-Pros, les ITEP ;
- Une évaluation stricte des situations pour orienter les élèves vers l'accompagnement le plus sûr et pertinent ;
- Des mesures de protection pour les AESH : formations obligatoires en gestion des comportements, dispositifs d'intervention, soutien psychologique, signalement et prise en charge des agressions ;
- Des effectifs et des temps de travail compatibles avec la sécurité et la qualité de l'accompagnement ;
- Une reconnaissance statutaire et salariale à la hauteur de nos responsabilités correspondant à la réalité de nos missions. En grande majorité nous sommes rémunérées sous le seuil de pauvreté, moins de 100€ net !!!

Le respect n'est pas une faveur : c'est la base d'une école inclusive. Permettre à chaque élève d'apprendre, c'est aussi permettre à chaque AESH de travailler dans des conditions humaines.

Nous attendons des actes des Ministres. Assez de blablas ! C'est ce que nous avons dit ce mardi 9 juin, journée de grève nationale des AESH. Nous étions près de 80 devant l'Inspection Académique, à Mont de Marsan.

Pour nos élèves, pour leurs familles, pour la réussite de l'école inclusive, pour la défense de l'enseignement spécialisé : agissez avec nous !

Il faut qu'au plus haut de l'Etat ils nous entendent ! C'est ce que vient de décider ma fédération FORCE OUVRIERE dans un communiqué daté de ce mardi et j'en suis fière. Je vous lis la fin :

« Tout en poursuivant les mobilisations dès maintenant pour les revendications, la FNEC FP-FO décide d'organiser une campagne d'assemblées générales, de réunions avec les parents, de tournées syndicales pour préparer la grève et le blocage à la rentrée.

La FNEC FP-FO prépare une montée nationale à Paris le 5 novembre

D'ores et déjà, la FNEC FP-FO met en perspective une journée de grève avec manifestation nationale à Paris jeudi 5 novembre, en lien avec sa confédération et les syndicats force ouvrière des secteurs du social, du médico-social et de la santé pour obtenir :

- **L'arrêt des processus de démantèlement des établissements sociaux et médico-sociaux et la création des places nécessaires dans ces structures !**
- **Un statut de fonctionnaire pour tous les AESH avec un temps plein de 24h !**
- **L'abandon des PAS et des PIAL !**
- **L'arrêt des suppressions de postes dans l'Education nationale !**

La FNEC FP-FO s'adresse à toutes les organisations syndicales, aux fédérations de parents d'élèves et aux associations pour construire ensemble ces mobilisations. »

Merci de votre écoute.

